

CHAPITRE 10 - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N

CARACTERE DE LA ZONE

En raison des risques d'inondations du cadre naturel et de la qualité des paysages, cette zone est à protéger de l'urbanisation.

Les constructions y sont interdites sauf celles liées aux loisirs, à condition qu'elles soient compatibles avec la qualité du site.

Elle fait partie de la zone inondable, et se trouve incluse dans le champ d'expansion des crues à préserver de toute urbanisation nouvelle au sens du Plan de Prévention du Risque d'Inondation de la Vallée de la Loire, approuvé le 2 février 2001. Elle est concernée par les zones d'aléas, moyen, fort et très fort du projet de protection auxquels correspondent les sous-secteurs identifiés par les indices z1, z2, z3, et z4.

Il s'agit d'une zone distincte des zones Na, Nb, Nd, NL et Nh.

Par ailleurs, des éléments du « petit » patrimoine communal ont été identifiés en tant qu'éléments d'architecture et de paysage à préserver au titre de l'article L123-1 7^{ème} ; les projets d'occupations et utilisations du sol portant sur les éléments identifiés au dossier de PLU, sont soumis à des dispositions particulières.

SECTION 1 - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

N 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdits les occupations et utilisations suivantes :

- 1.1. Les occupations et utilisations du sol interdites au titre du PPRI.
- 1.2. Les occupations et utilisations du sol de toute nature, sauf celles soumises à condition à l'article N 2.2.
- 1.3. Les remblais qui ne seraient pas justifiés par la protection des lieux ou pour la réalisation de travaux d'infrastructures publiques.
- 1.4. Les sous-sols.
- 1.5. Les constructions en bande de grande longueur.

- 1.6. Les carrières.
- 1.7. Le stationnement des caravanes en dehors des terrains aménagés, au-delà d'une durée de trois mois.
- 1.8. Les défrichements dans les espaces boisés classés, sans déclaration préalable, en application de l'article L130-1,
- 1.9. Les abattages d'arbres dans les espaces boisés classés sans déclaration préalable, en application de l'article L130-1,
- 1.10. Tous travaux ou toutes coupes d'arbre entraînant la destruction d'un élément du patrimoine identifié en tant qu'éléments d'architecture et de paysage à préserver au titre de l'article L123-1 7^{ème} sans déclaration préalable auprès de la commune.

ARTICLE N 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATION DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

2.1 - Les occupations et utilisations du sol de quelque nature que ce soit, sauf celles visées à l'article N1, sont autorisées, sous réserve du respect des dispositions suivantes :

→ ne présenter aucun danger, ni entraîner aucune nuisance ou insalubrité pouvant causer des dommages ou troubles importants aux personnes, aux biens et aux éléments naturels

→ rester compatibles, dans leur conception et leur fonctionnement avec les infrastructures publiques existantes, sans remettre en cause le fonctionnement de celles-ci et leurs capacités, ni porter atteinte à la sécurité publique

→ respecter les différentes réglementations en vigueur, celles relatives à l'hygiène publique, aux installations classées, à l'assainissement et aux zones inondables

→ respecter les exigences d'éloignement pour les constructions à usage non agricole vis-à-vis des bâtiments agricoles, et vice versa (article L111-3 du Code de l'Urbanisme)..., déjà implantés vis à vis des habitations.

Toutefois, les extensions des constructions existantes ne sont pas concernées.

Par ailleurs, et très exceptionnellement pour tenir compte des spécificités locales, une distance d'éloignement inférieure peut être autorisée.

2.2 - En outre

Toutes les occupations et utilisations du sol sont soumises aux prescriptions du PPRI.

Les nouvelles occupations et utilisations du sol à condition d'être liées aux loisirs et compatibles avec la qualité du site :

- Les affouillements et exhaussements du sol nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, au recueil des eaux pluviales, à la défense incendie, à l'agriculture...
- Les constructions et installations agricoles de faible ampleur (type abri de pompage...) sous réserve qu'ils ne portent pas atteinte au caractère des lieux.
- Les ouvrages de faible emprise d'utilité publique ou d'intérêt collectif
- les aires de stationnement ouvertes au public
- Les occupations et utilisations du sol nécessaires à l'observation ou à la gestion du milieu naturel ou forestier
- Les annexes aux occupations et utilisations du sol autorisées
- Les abris strictement nécessaires aux animaux,
- les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions et installations existantes, notamment les aménagements internes, les traitements et modifications de façades et les réfections de toitures,
- les surélévations limitées au-dessus du niveau habitable des bâtiments existants, dans le but de permettre l'amélioration des conditions de confort et de sécurité de leurs occupants à titre temporaire ou permanent,
- les reconstructions de bâtiments sinistrés sans augmentation d'emprise au sol sous réserve d'en réduire la vulnérabilité,
- les constructions strictement nécessaires au fonctionnement des services publics et qui ne sauraient être implantées en d'autres lieux, telles que pylônes, postes de transformation,
- les serres et les bâtiments agricoles nécessaires au fonctionnement de l'exploitation
- les clôtures d'une hauteur maximale de 1,80 m ajourées sur les 2/3 de leur hauteur,
- l'extension des constructions existantes dans la limite de 25 m² d'emprise au sol pour les constructions à usage d'habitation et leurs annexes et de 30% de leur emprise au sol pour les bâtiments à usage d'activités et les bâtiments publics n'ayant pas vocation à l'hébergement,

2.3 - Par ailleurs, concernant les éléments de paysage, monument, site d'intérêt patrimonial, identifiés au PLU en application du 7^{ème} alinéa de l'article L123-1 du Code de l'Urbanisme :

- Les démolitions d'immeubles sont subordonnées à la délivrance d'un permis de démolir,

- Tous travaux ayant pour effet de détruire un élément, doivent faire l'objet d'une déclaration préalable,
- Les coupes et abattages des arbres d'alignements référencés comme éléments de paysage, sont soumis à déclaration préalable auprès de la commune.

SECTION 2 - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

N 3 - ACCES ET VOIRIE

- 3.1. Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisins ou éventuellement obtenu par l'application de l'article 682 du Code Civil.
- 3.2. Les caractéristiques des accès doivent permettre de satisfaire aux règles minimales de desserte fixées dans les textes réglementaires en vigueur concernant la défense contre l'incendie, la protection civile, le brancardage, le ramassage des ordures ménagères, etc ...
- 3.3. Les accès sur les voies publiques doivent être aménagés en fonction de l'importance du trafic sur celles-ci, de façon à assurer la sécurité de la circulation générale.
- 3.4. Pour les constructions nouvelles, l'accès des véhicules aux zones de stationnement privatives permettra l'arrêt provisoire du véhicule sans empiéter sur la vie publique lorsque la configuration de la parcelle ou de la voirie l'exige.

N 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

4.1. Eau

Toute construction ou installation nouvelle à usage d'habitation ou d'activité doit être alimentée en eau potable par branchement sur réseau collectif de distribution de caractéristiques suffisantes.

4.2. Electricité :

Le raccordement au réseau de distribution est obligatoire pour toute construction ou installation qui doit être desservie en électricité, à moins de disposer de ses propres installations conformes aux réglementations en vigueur.

4.3 Assainissement

Le raccordement au réseau d'assainissement collectif devra se faire en respectant ses caractéristiques, l'ensemble des réseaux étant souterrain.

En cas d'impossibilité de raccordement au réseau public, toutes les eaux usées seront dirigées sur les dispositifs de traitement et évacuées conformément aux exigences de textes réglementaires en vigueur (arrêté du 6 Mai 1996 et règlement départemental). Le projet d'assainissement non-collectif devra être étudié en même temps que l'implantation du bâtiment sur le terrain. Il devra notamment répondre à l'aptitude des sols de la parcelle. Le choix du dispositif d'assainissement non collectif est soumis à l'accord préalable des services compétents.

L'évacuation des eaux ménagères et des effluents non traités dans les fossés, cours d'eau ou égouts pluviaux est interdite.

L'évacuation, l'épuration et le rejet des eaux résiduaires des exploitations agricoles ou industrielles doivent être assurés dans des conditions conformes aux règlements en vigueur.

Les dispositions techniques doivent être prises pour s'opposer à tous reflux d'eaux provenant de l'égout, c'est à dire depuis le domaine public.

4.4. **Eaux pluviales**

Les eaux pluviales doivent pouvoir être recueillies sur la parcelle.
Le busage des fossés est interdit sans déclaration préalable.

Afin de permettre le passage d'un véhicule, le busage pourra être autorisé conformément aux normes définies par les services compétents en matière d'assainissement (diamètre et qualité des buses, profondeur, pente).

Il pourra être imposé au constructeur de buser la totalité du fossé longeant sa propriété.

En tout état de cause, le busage des fossés jurés et autres est soumis aux procédures de la loi sur l'Eau.

4.5. **Autres réseaux**

L'installation individuelle doit permettre le raccordement, immédiat ou ultérieur, en souterrain aux réseaux d'électricité, de télécommunication, de câble éventuellement.

N 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Lorsqu'un dispositif d'assainissement non collectif des eaux usées est requis, les terrains devront présenter une surface suffisante pour réaliser cet assainissement individuel ; cette surface peut être entièrement comprise dans la zone ou non.

N 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET EMPRISES PUBLIQUES

- 6.1. A défaut d'indication figurant au plan, les constructions doivent être implantées à 5 m au moins de l'alignement existant ou de celui qui lui sera substitué pour les voies à modifier ou à créer et à 10 m au moins de l'axe de voirie.

La limite effective de la voie privée est prise comme alignement.

- 6.2. Des implantations autres que celles prévues aux paragraphes précédents peuvent être autorisées en cas de reconstruction, ou d'extension limitée de bâtiments existants, si un retrait d'au moins 5 m est préservé, ou pour des constructions de faible emprise nécessaires au fonctionnement des services publics tels que transformateurs etc ...

N 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

- 7.1. La distance de tout point d'un bâtiment au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale 3 m.
- 7.2. Toutefois, la construction en limite séparative peut être autorisée en cas d'extension limitée d'une construction existante, ou pour une construction de faible emprise de moins de 3 m. de hauteur à l'égout du toit, à condition que le pignon implanté sur la limite séparative n'excède pas 6,5 m de hauteur.

N 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Il n'est pas fixé de règles

N 9 - EMPRISE AU SOL

- Pour les constructions existantes au 30 Juin 1994, l'extension pourra être autorisée dans la limite de 25 m² d'emprise au sol pour les constructions à usage d'habitation et leurs annexes, 30% maximum de leur emprise au sol pour les bâtiments à usage d'activités économiques et les bâtiments publics.

- Les reconstructions de bâtiments sont autorisées sous réserve de ne pas en augmenter l'emprise au sol et d'en réduire la vulnérabilité.

N 10 - HAUTEUR

- 10.1. La hauteur des constructions est mesurée à partir du sol existant non rapporté jusqu'au sommet du bâtiment.
- 10.2. Au-dessus de cette limite, seuls peuvent être autorisés des ouvrages indispensables et de faible emprise tels que lucarnes, cheminées, garde-corps ajourés, etc ... ainsi que la reconstruction de bâtiments existants jusqu'à la hauteur d'origine.
- 10.3. Indépendamment des règles d'implantation définies aux articles N6, N7 et N8, la hauteur maximale des constructions est fixée à 9,5 m.
- 10.4 La hauteur des constructions, ouvrages et installations collectives est limitée à 14 mètres.

N 11 - ASPECT EXTERIEUR

- 11.1. Le projet peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales. Cette règle s'applique également aux utilisations du sol uniquement soumises à déclaration telles que les clôtures, etc ...
- 11.2. Les enduits de ravalement doivent respecter le caractère local et les couleurs ton pierre ou blanc cassé des enduits traditionnels courants à Saint-Denis-en-Val. Les matériaux destinés à être recouverts ne doivent pas rester apparents.
- 11.3. Excepté pour les équipements publics :
- La hauteur des clôtures ne doit pas excéder 1,80 m.
Les clôtures devront être ajourées sur au moins les 2/3 de leur hauteur.
Pour les clôtures constituées par un muret non surmonté par des parties pleines (lices) la hauteur maximale de ce muret est de 60 cm.
Les piliers auront une hauteur maximale de. 1,80 m y compris le couronnement et les portails.
- Ces règles s'appliquent aux clôtures et aux autres éléments de séparation ou de protection intérieure aux propriétés, tels que les murs, claustras, grillages... et aussi portails et portillons.
Ces règles s'appliquent à toutes les clôtures qu'elles soient ou non, en limite séparative.
- 11.4. Les annexes et abris de jardin métalliques ou en plaques de ciment apparentes sont interdits.

N 12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant à l'utilisation des constructions et installations ou nécessité par l'activité agricole doit être assuré en-dehors des voies.

N 13 - ESPACES LIBRES, AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, PLANTATIONS

- 13.1. Les arbres existants doivent être préservés au maximum, et s'ils ne peuvent être maintenus, être remplacés par des plantations équivalentes. Les constructions doivent être implantées de façon à respecter les plus beaux sujets.
- 13.2. Les surfaces libres ainsi que les aires de stationnement doivent être plantées
- 13.3. Les espaces boisés classés figurant au plan sont à conserver, ils sont soumis aux dispositions de l'article L 130.1 du Code de l'Urbanisme.
- 13.4. Les plantations d'arbres et arbustes sont autorisées sous réserve du respect des règles et servitudes prévues par le Code Civil, notamment en son article 671.

SECTION 3 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL**N 14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL**

Il n'est pas fixé de COS.